

# **Le pouvoir politique de la France et l'extension de la pression contre les travailleurs !**

Ahmad André Bekhrad-tab

Le capitalisme en tant que développement est plus rentable et son taux de croissance de bénéfice sera proportionnel au taux de diminution des moyens de subsistance des travailleurs, car le développement de telles échelles qui réside dans l'application de son astuce structurelle ne peut pas être coordonné. avec le concept de démocratie ou de libertés sociales, sauf que nous fermons les yeux sur les réalités et nous éloignons des profondeurs et des racines de son existence et devenons captifs de ses apparences. De telles apparences trompeuses transparaissent dans toutes les conceptions de liberté et vont jusqu'au fond des affirmations mensongères sur lesquelles la France est considérée comme un symbole des « droits de l'homme ». Mais ces palais de papier de la liberté s'effondrent sous les bouleversements sociaux et leurs véritables visages se révèlent. Cette politique similaire de capitalisme fonctionne ainsi dans toutes les autres pays, mais en France, en raison des luttes pour les libertés sociales et des classes qui se sont développées depuis la fin du XVIIIe siècle, notamment depuis l'instauration de la Commune de Paris basée sur le pouvoir de soviets à Paris, plus que dans d'autres pays, rhétorique sociale trompeuse Dans la gouvernance politique, cela montre que j'essaie d'y faire référence.

Le système capitaliste français a toujours violé les droits des travailleurs, surtout depuis le XXIème siècle, il a donné de plus en plus d'intensité aux attaques juridiques, comme en témoignent la détermination de l'âge de la retraite, la modification du droit du travail, mais aussi la réduction du montant des chômeurs et ainsi de la période de chômage. Il a envisagé de réduire la durée des allocations de chômage et... Le fait est qu'une partie des indicateurs juridiques les plus importants perdus par les travailleurs, surtout depuis la présidence de Nicolas Sarkozy jusqu'à aujourd'hui, les syndicats n'ont pas pu obtenir une mobilisation globale et une grève générale continue et persistante contre la politique française et de gouvernement anti-ouvrier à se retirer. Il n'y a pas si longtemps, concernant à l'accord sur les droits à retraite d'une partie des cheminots, principalement à travers les quatre syndicats qui y sont actifs, avec le patron de la SNCF (la direction générale des chemins de fer français). et son chef s'appelle « Jean-Pierre Farandou » qui a signé cet accord avec les syndicats, le gouvernement aussi est contre cette accord entre PDG de la SNCF et les syndicats que j'évoquerai ci-dessous.

Depuis 2010, lorsque Nicolas Sarkozy était au pouvoir, l'âge de la retraite a été relevé de 62 à 64 ans, et les luttes de millions de travailleurs, notamment avec le compromis des deux grands syndicats, "CFDT" et "CGT" avec le pouvoir politique d'alors, a échoué. Parce que ces deux grands syndicats se sont opposés

à la poursuite de la lutte et à la grève générale continue, ce qui a provoqué des divergences significatives dans ce domaine. Au même période, entre les travailleurs et les directions des syndicats, le syndicat CGT de la région de "Picardie" avec une lettre ouverte considérait la direction de ce syndicat comme une trahison des intérêts des travailleurs et la condamnait. Mais ce qui concerne les cheminots français a la particularité qu'en raison de l'exercice d'activités de travail difficiles, ils peuvent prendre leur retraite deux ans plus tôt que l'âge officiel, de leur propre gré, ce qui est sans aucun doute leur droit inaliénable. Mais de tels droits devraient être envisagés pour la classe entière des travailleurs français et au contraire réduire l'âge de la retraite de 64 ans à 62 ans selon les normes d'avant 2010, ce qui nécessite une lutte persistante qui ne peut être obtenue que par une grève générale. De cette manière, il faudra non pas la direction bureaucratique des syndicats qui prennent les décisions au-dessus des têtes des travailleurs, mais le « comité de grève » et « l'assemblée générale » des travailleurs, ce qui obligera le pouvoir politique français à l'accepter sans compromis bureaucratiques. Laissons les chapeaux de velours « travaillistes » des certains opposant Iranien en France qui présentent des interprétations contrefactuelles dans la description des syndicats français et les qualifier de révolutionnaires et assimiler les écrits sur papier de 1906 – qui s'avèrent exacts – avec la pratique et surtout les positions chauvines défensives de la direction de la majorité de la syndicat CGT à propos de la Première Guerre mondiale, qui appelait les travailleurs français à défendre la patrie et qui, avec une telle

politique de nationalisme, s'opposait aux positions révolutionnaires de Lénine, Rosa Luxemburg et Liebknecht, devrait rester caché et se distancier des faits. En conséquence, ils trahissent le mouvement ouvrier d'Iran et autant internationale par le mensonge et l'hypocrisie. Le fait est que dans tous les syndicats bureaucratiques, les communistes révolutionnaires sont obligés de travailler en raison de l'existence des travailleurs, mais malheureusement ils ne sont pas en mesure d'agir et de prendre des décisions finales dans les moments critiques et décisifs.

Selon les dernières statistiques obtenues fin 2023, la France compte 68 millions d'habitants, selon le centre statistique "Insee" de 2018 à 2021, il y a 30 millions cinquante et un mille actifs dans marché du travail comme des travailleurs, femmes et hommes qui avec leur famille constituent la majorité de la population, dans laquelle le taux de travailleurs migrants et de leur prochaine génération est également déterminé. Dans une telle relation, les enseignants aussi comme les ouvriers, et selon les statistiques officielles, d'ici 2021 et 2022, un million deux cent neuf cents personnels enseignants seront employés par « INSEE », ce qui augmentera le nombre de travailleurs employés en France. ce que l'on peut voir dans les trois tableaux statistiques suivants.

## ► 1. Taux d'emploi selon les caractéristiques des personnes

en %

	1975	1985	1995	2005	2015	2020	2021
<b>Personnes en emploi (en milliers)</b>	<b>22 347</b>	<b>22 772</b>	<b>23 493</b>	<b>25 709</b>	<b>26 645</b>	<b>27 246</b>	<b>27 728</b>
<b>Taux d'emploi des 15-64 ans</b>	<b>66,6</b>	<b>61,9</b>	<b>61,5</b>	<b>64,2</b>	<b>64,7</b>	<b>66,1</b>	<b>67,3</b>
<b>Sexe</b>							
Femmes	51,7	51,7	54,9	59,5	62,1	63,6	64,5
Hommes	81,7	72,3	68,2	69,0	67,4	68,7	70,1
<b>Âge</b>							
15-24 ans	53,8	40,7	29,6	30,4	28,5	28,9	32,2
25-49 ans	76,9	79,0	79,9	81,3	80,0	81,1	81,8
50-64 ans, dont :	58,1	46,9	44,9	54,7	60,6	64,5	65,3
60-64 ans	40,5	20,8	11,4	14,8	29,1	34,6	35,5
<b>Statut d'immigration</b>							
Immigrés	nd	nd	nd	nd	55,8	60,1	61,2
Descendants d'immigrés	nd	nd	nd	nd	59,2	58,9	59,4
Sans ascendance migratoire directe	nd	nd	nd	nd	66,5	67,9	69,1

nd : non disponible.

**Lecture** : en 2021, 64,5 % des femmes de 15 à 64 ans sont en emploi.

**Champ** : France hors Mayotte, personnes vivant en logement ordinaire, âgées de 15 à 64 ans.

**Source** : Insee, enquêtes Emploi, séries longues sur le marché du travail.

# Les personnels et établissements

**1 202 900**  
personnels

sont affectés à l'Éducation nationale en 2021-2022

dont :

■ **859 000**  
enseignent dans les écoles et établissements dont

■ **717 800** dans le public

■ **141 200** dans le privé sous contrat

■ **332 800**

personnels exercent des missions d'assistance éducative, d'administration, de direction, d'animation pédagogique, de soutien à l'enseignement, d'inspection, etc.



**59 260 écoles et établissements du 2<sup>d</sup> degré**

(MEN)

  
**48 580 écoles**

  
**6 960 collèges**

  
**3 720 lycées et EREA**

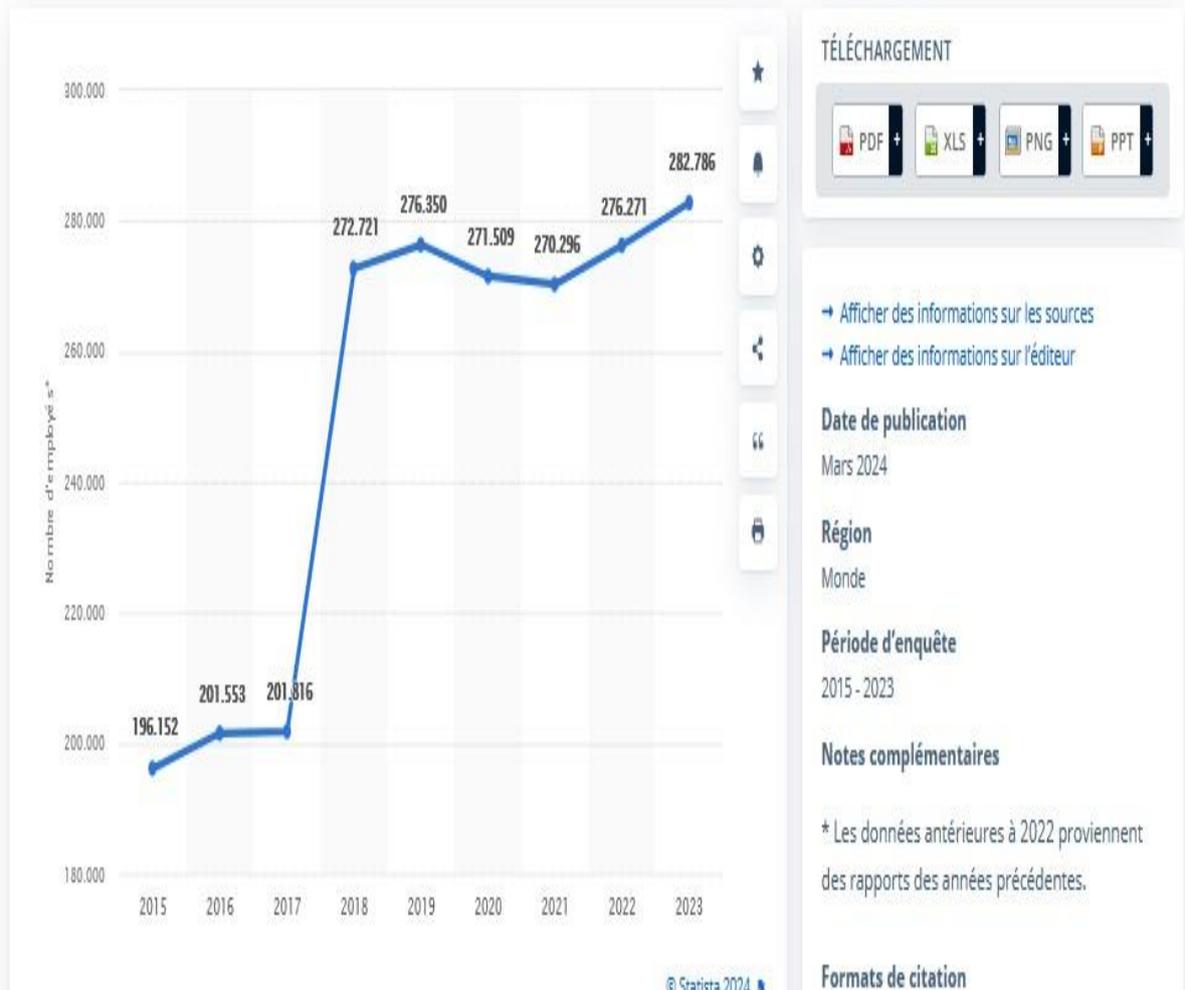
## ► 2. Caractéristiques des emplois en 2021

en %

	Ensemble	Femmes	Hommes	15-24 ans	25-49 ans	50 ans ou plus
Personnes en situation de sous-emploi	<b>6,4</b>	8,6	4,3	10,4	6,0	6,1
<b>Temps de travail</b>						
Temps complet	<b>82,0</b>	72,0	91,7	76,4	84,8	78,6
Temps partiel	<b>18,0</b>	28,0	8,3	23,6	15,2	21,4
<b>Statut d'emploi<sup>1</sup></b>						
Indépendants, dont :	<b>12,6</b>	9,5	15,6	3,8	11,8	16,5
<i>Micro-entrepreneurs</i>	<b>3,0</b>	2,9	3,1	1,7	3,2	3,1
Salariés	<b>87,4</b>	90,5	84,4	96,3	88,2	83,5
Emploi à durée indéterminée	<b>73,7</b>	75,8	71,7	40,6	77,2	76,6
CDD de moins de 3 mois	<b>2,0</b>	2,5	1,6	8,3	1,6	1,2
CDD de 3 mois ou plus	<b>5,5</b>	6,9	4,3	12,3	5,7	3,3
CDD de durée inconnue	<b>0,2</b>	0,2	0,2	0,4	0,1	0,1
Intérim	<b>2,0</b>	1,3	2,7	5,6	2,0	1,0
Alternance, stage	<b>2,9</b>	2,8	3,1	26,7	0,9	0,0
<b>Groupe socioprofessionnel<sup>1</sup></b>						
Agriculteurs	<b>1,5</b>	0,8	2,2	0,5	1,1	2,6
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	<b>6,5</b>	4,1	8,8	1,7	6,2	8,4
Cadres	<b>21,6</b>	18,7	24,3	8,5	23,2	22,1
Professions intermédiaires	<b>24,7</b>	27,2	22,4	22,5	26,7	21,7
Employés	<b>26,2</b>	41,1	11,8	36,5	24,3	26,6
Ouvriers	<b>19,1</b>	7,6	30,0	28,8	18,2	18,0
<b>Ensemble</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

A cet égard, la part des cheminots français dans le tableau ci-dessous et conformément aux statistiques officielles de la France, qui est la même que celle de l'INSEE, qui atteint un total de 282 786 ouvriers et personnels jusqu'à l'année, 2023, avec sa croissance relative depuis 2015 Elle sera affichée voyez-vous.

## Nombre d'employés de la Société Nationale des Chemins de fer Français (SNCF) de 2015 à 2023



. Mais le pouvoir politique français de temps en temps produit ses propres statistiques et les fournit aux médias à des fins de propagande, qui sont pour la plupart fausses. Par exemple, l'année précédente, alors que l'inflation économique était toujours élevée et que les prix des biens de consommation et des vêtements montaient en flèche, le gouvernement d'Emmanuel Macron a mis l'inflation de côté et ne l'a pas considérée comme sérieuse. Mais dans un article en français (1) du 5 octobre 2023, selon le secteur des statistiques de l'économie

mondiale de l'ONU, j'avais publié le « Produit intérieur brut » de la France en pente descendante, qui est selon elle inférieur à celui de certains pays européens, dont beaucoup C'était en dessous de la Chine, de l'Amérique US , de la Russie, de l'Inde et du Brésil, et actuellement en 2024, la dette du fonds financier et acceptation de cette crise profonde par le ministre français de l'Économie a provoqué un différend dans le même domaine entre Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie et Emmanuel Macron président de la république. Par conséquence, la France se trouve économiquement dans une situation où la crise actuelle va s'étendre à l'avenir, et cette question deviendra un motif de protestation des ouvriers. C'est dans cette situation que le gouvernement de Gabriel Attal, le Premier ministre français de 34 ans, et Macron, confrontés à de nombreux problèmes structurels, exercent une pression supplémentaire sur la classe ouvrière, à cause de la corruption et La discrimination ouverte du système capitaliste en France et voilà qui s'attaque toujours aux droits de subsistance les plus élémentaires des travailleurs et des chômeurs. Par exemple, à partir d'octobre 2018, le paiement de cotisations sur le compte des allocations chômage des travailleurs sera totalement supprimé et remplacé par la CSG. Mais la « CSG » est des cotisations que tous les citoyens de la société française versent au fonds gouvernemental sur la base des revenus obtenus via l'URSSAF. Ici, c'est le gouvernement qui prend l'initiative, alors qu'avant octobre 2018, le fonds d'assistance sociale était géré par les travailleurs et les employeurs, et que le remplacement de la CSG a complètement détruit le contrôle du secteur du

travail. Dans la continuité d'une telle politique contre les travailleurs, en 2021, la durée minimale de travail pour être placé et bénéficier des allocations de chômage était de 4 mois, mais le premier ministre de l'époque, Mme "Born", l'a prolongée de 6 mois, et enfin l'année précédente, en février 2023. La durée des allocations de chômage sera réduite de 25% et atteindra 18 mois au lieu de deux ans. Le reflet des nouvelles lois contre les travailleurs par la présidence Macron porte ses fruits et sur la base de tels barèmes, 64 pour cent des chômeurs sont privés d'allocations de chômage et seulement 36 pour cent des chômeurs perçoivent des allocations de chômage. Cette privation crée une situation où l'aide économique aux chômeurs ne devrait provenir que du RSA, qui se situe en réalité en dessous du seuil de pauvreté. Le taux de chômage en France devrait être estimé entre 7 et 9 pour cent. (2).

A noter également que le gouvernement n'est pas d'accord pour la signature concernant la retraite entre les syndicats et le PDG de la SNCF Jean-Pierre Farandou, et le 6 mai, le ministre de l'Economie M. « Bruno Lemaire » a annoncé qu'après les Jeux Olympiques de Paris, « Jean-Pierre Farandou », ne sera pas réélu, même si M. Farandou s'était déjà proposé pour conserver ce poste et c'était candidat avant de la signature concernée. (Bien entendu, l'accord de retraite des cheminots est facultatif, et si les conducteurs de train et de métro, ainsi ceux qui exercent une activité de « contrôle », le souhaitent, ils peuvent

demander leur retraite deux ans plus tôt que le délai de 64 ans. ). Ce qui arrivera aux cheminots français à l'avenir dépendra de leur lutte.

### **L'intense pression politique de l'impérialisme français sur l'opposition !**

La France a perdu la plupart de ses intérêts en Afrique et a été remplacée par la Chine et la Russie. Même si le résultat politico-économique de ces deux pays en Afrique sera certainement un peu moins cruel que celui des impérialistes occidentaux, il convient d'annoncer aux Africains qu'ils ne doivent pas non plus faire confiance aux impérialistes chinois et russes. D'une part, l'échec susmentionné en Afrique et la poursuite de l'expansion de la guerre en Ukraine et aussi entre Israël et la Palestine, et d'autre part, la crise économique et le manque de fonds financiers et son endettement, qui a dépassé les 3 000 milliards d'euros. (3) et ainsi le tournant En raison de l'économie de guerre, l'impérialisme français a confondu l'adoption de sa politique, et certaines de ces politiques ne peuvent être évaluées qu'en termes des troubles psycho-politique. Il attaque tous ses adversaires. Concernant la guerre israélo-palestinienne, il souhaite un cessez-le-feu, mais il donne des armes militaires au gouvernement occupant et agresseur d'extrême droite d'Israël. Les opposants à la guerre entre la Palestine et Israël, qui se sont levés pour défendre les droits des Palestiniens, sont liés au terrorisme. Il ne fait preuve d'aucune pitié même envers les parlementaires de gauche a condamné nombre d'entre eux à la prison ou à des amendes. La cheffe du groupe des députés parlementaires de LFI, Mathilde Panot, est convoquée par

la police pour apologie de terrorisme. "Jean-Luc Mélenchon", le leader et fondateur de LFI, qui a remporté huit millions de voix à l'élection présidentielle de 2022 en tant que troisième force politique en France, n'est pas autorisé à débattre à l'Université de Lille sous l'accusation d'être " anti-juif" ou "antisémite". (si Mélenchon est né dans une famille juive mais défend les droits des Palestiniens. Il est un symbole d'une gauche bourgeoise et est considéré comme le parlementaire le plus à gauche de France), tous c'est sans précédent dans l'histoire de la « Cinquième République » française. De nombreux militants de gauche révolutionnaire et même des réformistes ont été condamnés à des peines de prison assorties d'amendes pour avoir défendu la Palestine et condamné les massacres perpétrés par le gouvernement terroriste de Netanyahu, qu'ils doivent payer pour s'évader de prison. Toute cette situation politico-sociale a fait subir au pouvoir politique français une crise qui s'étend de jour en jour. C'est la situation critique de l'impérialisme français, qui est aussi directement impliqué dans la guerre entre la Russie et l'Ukraine contre les Russes. S'il existe une possibilité de guerre, cette guerre devrait être transformée en révolution ouvrière et en l'établissement d'un pouvoir de conseil (soviet). Mais cette fois, ce n'est pas seulement la Commune de Paris mais aussi la Commune de France qui montera sur scène.

Été publiée en Personne

Le 20 ordibéhésht1403 - 9 mai 2024

En Française

Le 12 mai 2024

Les références:

- (1) - discours anti-impérialiste dans les concepts économiques et politiques –

Ahmad André Bekhrad-tab <http://chiran-echo.org/1728/>

(2)- Les nouveaux taux de chômage sont tirés du magazine FAKIR n°112 qui paraît tous les deux mois.

(3) Le Monde, 20 février 2024.